



Prise de parole du 1^{er} juillet 2021

Manifestation Polyclinique Ormeau

Bonjour et merci d'avoir répondu à l'appel des Syndicats CGT des Hautes-Pyrénées pour cette nouvelle journée départementale d'actions des Personnels de la Santé et de l'Action Sociale. Depuis 2020 et la pandémie liée à la Covid, les projecteurs ont mis en lumière un système de santé et d'action sociale bien malade et loin de répondre aux besoins des populations, et entre autres, d'un risque biologique. Ils ont mis en lumière un manque criant de personnels qualifiés, des conditions de travaux dégradées au quotidien et de faibles rémunérations.

Malgré ça, les agents hospitaliers et les salariés du privé ont montré une nouvelle fois à la nation qu'elle pouvait compter sur eux et leur dévouement. Des médecins aux agents de service hospitalier, des soignants, des personnels administratifs, des logistiques et des techniques, toute la chaîne a continué à œuvrer afin de rendre service aux populations et de les prendre en charge. Une reconnaissance nationale leur était promise. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nous pouvons dire que le compte n'y est pas !

Le Gouvernement a choisi de segmenter les négociations au lieu de revaloriser l'ensemble des personnels. Il a divisé les salariés entre eux

en fonction de leur statut, leur profession, leur classification et leur établissement d'exercice. NON, tout le monde ne touche pas les 183 euros du SEGUR à ce jour. Les Oublié.es ou exclu.es se mobilisent encore et toujours sur notre département à l'exemple des salarié.es de l'IME/MAS d'Ordizan. En parallèle une deuxième phase de revalorisations par métier s'est engagée. Là aussi, elle ne concerne que quelques métiers et non l'ensemble des acteurs. Sur notre territoire, les Techniciens de laboratoire et les Psychologues ont été dans l'action pour demander un élargissement des négociations. Aujourd'hui à 11h30, se sont les ambulanciers de l'Hôpital de Tarbes et de Lourdes qui se rassembleront devant le SAMU de Tarbes.

Ces méthodes employées par notre Gouvernement divisent les équipes pluridisciplinaires mais aussi mettent une concurrence entre les établissements qui sont concernés ou pas par ses revalorisations. On est bien loin de rendre attractif nos métiers. Nous assistons à une fuite des Personnels qui démissionnent, qui demandent des mises en disponibilité, qui veulent se reconverter et qui sont en burn-out. A partir de ce constat, il est difficile pour notre Gouvernement n'honorer ses promesses d'embauches ainsi que ses promesses en termes de formation. Dès lors, les conditions de travail sont toujours en mode dégradé avec des répercussions sur la qualité des prises en charge des usagers.

Faut-il encore que l'offre de soins départementale soit maintenue afin de répondre aux besoins des populations et de rattraper les

retards de prise en charge liés à la pandémie et aux différents confinements.

Depuis le début de l'année 2021, nous assistons à des fermetures de lits qui se veulent temporaires et plus particulièrement sur la Polyclinique de l'Ormeau. En Pneumologie, en Oncologie, en Soins Palliatifs, en Cardiologie, en Soins de Suite et de Réadaptation, en Chirurgie soit 80 lits sur 300. Les projets médicaux et de service sont balayés d'un revers de la main. Les personnels sont réaffectés tel des pions d'un grand échiquier. Comment peut-on croire que ses fermetures n'ont aucun impact sur l'offre de soins départementale ? L'ARS Occitanie délivrerait-elle des autorisations d'activités de soins sans veiller à ce qu'elles répondent à une demande ? Les demandes d'admissions ou de prise en charge s'arrêtent-elles pendant certaines périodes de l'année ?

Notre organisation ne peut pas accepter une telle dégradation. Nous déplorons également la gestion de la situation des services d'urgence du 65. En avril, une première fermeture la nuit des Urgences sur la Polyclinique Ormeau a eu lieu sur un mois. En mai, nous apprenons des menaces de fermeture la nuit des Urgences de l'Hôpital de Bagnères de Bigorre par manque de médecins urgentistes. Une mobilisation citoyenne et syndicale a permis d'inverser cette fatalité. Nous assistons à une pièce de théâtre. Le 15 juin l'ARS Occitanie nous confirme la décision de son maintien en nous présentant les solutions apportées. Le 18 juin, la Direction de la Polyclinique de l'Ormeau

convoque une réunion extraordinaire pour annoncer le projet de fermeture de leurs urgences 24h/24. Le 21 juin est annoncé la fermeture pour le 1^{er} juillet. La nuit du 24 au 25 juin, les Urgences de Bagnères de Bigorre se retrouvent sans médecins urgentistes. Nous savons qu'actuellement des discussions sont en cours pour acter la fermeture définitive des Urgences de la Polyclinique de l'Ormeau afin de privilégier le maintien de services d'urgences sur les bassins de santé du département en sachant que le renouvellement d'autorisation d'activité arrive à échéance. Nous sommes perplexes sur le fait que la fermeture des urgences de la Polyclinique de l'Ormeau va permettre le maintien des autres. Nous sommes sûrs qu'avec les 10 000 passages annuels dans ce services, l'activité de l'Hôpital de Tarbes va augmenter et elles seront plus que saturées. Que retirer un service d'urgences dans un établissement sanitaire n'est jamais sans conséquence pour le suivi des patients et d'accès aux soins des personnes les plus fragiles. Au travers des discussions engagées pour trouver des solutions, nous voyons bien qu'il y a un renforcement entre le secteur privé et public qui aboutira jusqu'à où ? L'intégration de la Polyclinique de l'Ormeau au sein du Groupement Hospitalier de Territoire ? Beaucoup de questions se posent comme quand et avec quels moyens la réouverture des lits se fera ? Quel profit va faire la Polyclinique de l'Ormeau pendant la pandémie grâce à la garantie de financement qui leur est allouée permettant de financer des services fermés ? Quels services

fermeront dans le projet de regroupement de l'Hôpital de Lourdes et de Tarbes ?

C'est pour cela que nous revendiquons la tenue d'une table ronde concernant la question de quel avenir de l'offre de soins dans les Hautes-Pyrénées. Nous avons œuvré et nous nous félicitons qu'elle devrait avoir lieu en septembre sous l'égide de la Préfecture.

La Présidente de la Région Occitanie et le Président de Département des Hautes-Pyrénées nous ont répondu favorablement. Nous espérons que les Parlementaires des Hautes-Pyrénées et des Présidents des Conseils de Surveillances des Hôpitaux du 65 en feront de même.

Les syndicats CGT de la Santé et de l'Action Sociale continueront à œuvrer pour défendre les salariés et des citoyens.

Pour aujourd'hui, nous avons sollicité une audience auprès de l'ARS Occitanie en présence de la Direction de la Polyclinique de l'Ormeau. Nous n'avons pas eu de réponse favorable mais Monsieur le Préfet et ses services ont repris la main afin d'organiser une rencontre. Elle aura lieu mardi prochain à 10h en présence de l'ARS Occitanie, les directeurs de la Polyclinique de l'Ormeau et de l'Hôpital de Tarbes et une délégation CGT. Nous communiquerons en suivant.